


ANTICAPITALISTES !

Mensuel du **Nouveau Parti Anticapitaliste de Gironde**

Supplément au N°30 20 octobre 2012 - 2,5 €



Pourquoi il n'est pas question de payer leur crise !

**Une exposition du NPA33
Fête 2012**



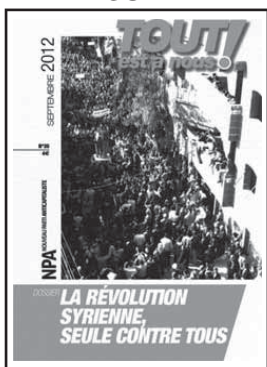
Lisez la presse anticapitaliste

Abonnez-vous

L'HEBDO



LE MENSUEL



à **TOUT EST A NOUS !**

Le nombre d'abonné-e-s est décisif pour des journaux militants comme les nôtres qui vivent sans pub, sans subvention.

Les abonnements à l'hebdomadaire proposés (par prélèvement ou par chèque) permettent, si vous le souhaitez, de le coupler avec un abonnement à la revue mensuelle.

Les tarifs à l'hebdo seul ou à l'hebdo couplé avec la revue ont comme base les prix au numéro : 1, 2 euro pour l'hebdo et 4 euros pour la revue.

Mais il existe des formules de tarif réduit par prélèvement ou par chèque qui mettent l'hebdo à moins d'1 euro et la revue à 3 euros...

Abonnez-vous, abonnez vos amis !

Pour s'abonner avec paiement par chèque, reproduire et compléter le formulaire ci-dessous, ou télécharger un formulaire sur le site www.npa2009.org. Il est possible de s'abonner avec prélèvement automatique - voir sur le site.

PLAN DE L'EXPO

- 1 - Pourquoi il n'est pas question de payer leur crise !**
- 2 - La dette publique, côté emprunteur...**
- 3 - Capitalisme, dette, accumulation**
- 4 - La dette, au coeur de l'extorsion des richesses**
- 5 - Petit voyage au paradis de la spéculation**
- 6 - Course au profit et concurrence, les racines d'une crise globale**
- 7 - De trente années d'offensive contre le monde du travail...**
- 8 - ... à l'effondrement du château de cartes**
- 9 - «Plans européens» : arnaque, fuite en avant et crise politique**
- 10 - Faire face à l'urgence sociale, financière et démocratique**

Paiement par chèque à l'ordre de N.S.P.A.C.

Entourer la formule choisie dans le tableau ci-contre, compléter le formulaire ci-après et envoyez les avec votre chèque à :

N.S.P.A.C. - 2, rue Richard Lenoir - 93100 MONTREUIL

Nom : _____ Prénom : _____

Apt, Esc, Bat : _____

N° : _____ Rue : _____

Code postal : _____ Ville : _____

| TARIFS DES ABONNEMENTS | France et DOM-TOM | |
|---|-------------------|-------|
| | 6 mois | 1 an |
| L'hebdo <i>Tout est à nous</i> | 28 € | 56 € |
| <i>Tout est à nous</i> et la revue mensuelle | 50 € | 100 € |
| Tarif jeunes, chômeurs, précaires à l'hebdo | 20 € | 40 € |
| Tarif jeunes, chômeurs, précaires à l'hebdo et la revue mensuelle | 38 € | 76 € |
| Abonnement à la revue mensuelle | 22 € | 44 € |

Abonnez-vous

à **ANTICAPITALISTES !** le mensuel du NPA 33

ANTICAPITALISTES !

CPPA : 1014 P 11511 ISSN : en cours

Directeur de publication : Jean-Louis Danflous

NPA33 - 99 rue Camille Sauvageau - 33800 BORDEAUX

Imprimerie : Copy Média

23 rue Francisco Ferrer - 33700 Mérignac

Tarifs d'abonnement : 11 € (11 n° auprès des comités)

15 € (11 n° + frais d'envoi postal)

Par chèque à l'ordre de Monica Casanova

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____ Ville : _____

Pourquoi il n'est pas question de payer leur dette !

De Merkozy à Merkollande...



Le candidat Hollande avait fait du refus du TSCG un de ses axes de campagne. Il vient de le faire avaliser par le Parlement...

Reculade d'un «homme de gauche» brutalement confronté à une situation que, dans sa candeur, il n'avait pas imaginée ? Soumission à la « puissance allemande » ?

Non, fin d'une mascarade !

Fidèle soutien des marchés, le candidat Hollande a menti sur son programme. Il a menti pour mieux garantir, étant élu, les intérêts des puissances financières.

Et il assume pleinement aujourd'hui son rôle, à la place de Sarkozy et aux côtés de Merkel, en tant que dirigeant politique de la deuxième puissance de l'Union européenne, de loyal serviteur de la grande bourgeoisie financière.

Qui pouvait s'attendre à autre chose ?



La politique menée depuis le début de la crise européenne de la dette, en 2010, par tous les gouvernements, de droite comme de gauche, a montré ses résultats : des milliers de milliards engloutis dans les banques, toujours plus d'austérité et de chômage pour les populations, tandis que l'ensemble de l'économie s'enfonce dans la récession.

Pourtant, le gouvernement du « changement maintenant » n'a pas d'autre politique que celle de ses prédécesseurs : la fuite en avant dans des « plans européens » qui sont non seulement incapables de sortir l'Union européenne de la crise, mais au contraire l'aggravent.

Une des conditions nécessaires pour sortir de ce cercle vicieux est de sortir de toute urgence de cette course à l'endettement qui fait qu'actuellement, en France, un tiers du budget est consacré au service de la dette (remboursement des capitaux des emprunts arrivés à échéance plus intérêts des emprunts en cours) !

Annuler la dette publique est une urgence, une exigence totalement légitime !

Cela nous conduit à montrer en quoi, à l'inverse, cette dette est illégitime.

- d'une part parce qu'elle est contractée de façon totalement opaque et anti-démocratique par ceux qui empruntent au nom du « peuple ».

- mais d'autre part et surtout parce qu'elle est une composante centrale du capitalisme en tant que système d'exploitation de l'homme par l'homme.

Sortir de la crise de la dette, c'est contester le capitalisme dans son ensemble, contester la dictature qu'exercent sur la société, avec la complicité active des Etats, les sommets de la finance. C'est poser la question de la démocratie, de qui dirige. C'est poser la question d'une autre Europe, celle des peuples et des travailleurs.

La dette publique, côté emprunteur...

2

Poser la question de la légitimité des dettes publiques, c'est bien sûr se demander pourquoi et comment les emprunts qui les constituent sont passés par les responsables politiques et administratifs qui en ont la charge...

Le besoin que l'emprunt est destiné à financer est-il justifié ?



C'est la question de la démocratie qui est posée. Les administrations publiques prennent leurs décisions sans que les populations concernées soient consultées réellement sur l'utilité relative de tel ou tel équipement au regard du poids financier qu'il aura, sur la hiérarchie des priorités entre divers investissements projetés.

C'est vrai au niveau des communes, bien sûr, mais cela prend des proportions et une opacité qui s'accroît au fur et à mesure que l'on s'élève dans la structure des institutions territoriales, communautés de communes, départements, région, gouvernement...

Contester cette opacité, ce déni de démocratie, c'est affirmer la légitimité, pour la population, d'établir son contrôle démocratique sur les choix d'investissements, et donc d'endettement, des administrations publiques.



Y a-t-il collusion entre l'administration qui emprunte et le banquier qui prête ?

La grande majorité des élus et des fonctionnaires occupant des postes de responsabilité dans les institutions publiques font très certainement leur travail en toute honnêteté.

Mais diverses « affaires » -conflits d'intérêts dans l'attribution de marchés, embauche de personnel fictif, financement occulte de partis politiques... - ont montré que ça n'est pas le cas pour tout le monde...

La population a bien évidemment toute légitimité à exercer son contrôle, à exiger la plus grande transparence dans la gestion des comptes publics.

Mais la corruption individuelle ou en bande organisée des responsables politiques, aussi inacceptable soit-elle, n'est que la partie émergée de l'iceberg.

La « collusion » fondamentale réside dans le fait que l'Etat est lié de façon inextricable aux intérêts des sommets des classes possédantes. Elle est inhérente à la structure même de la société capitaliste.



Droite ou « gauche » aux affaires, l'Etat assure inexorablement sa mission première : garantir les intérêts des classes dominantes quelles qu'en soient les conséquences, même si elles enferment la société dans un cercle vicieux destructeur.

La dette publique est un des moyens, aussi vieux que le capitalisme, par lequel les Etats garantissent une rente au monde de la finance aux dépens des classes laborieuses.

La collusion de fond entre emprunteurs publics et prêteurs privés réside dans la nature de classe de l'Etat

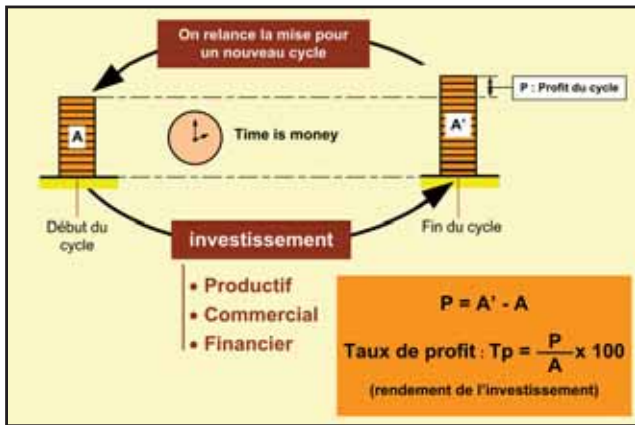
C'est pourquoi la question de la légitimité de la dette publique dépasse largement la question de la façon dont elle est contractée par les emprunteurs. Elle pose la question du capitalisme lui-même, de son fonctionnement, de ses contradictions en tant que système généralisé d'extorsion des richesses produites par le travail.

Capitalisme, dette, accumulation

L'activité centrale des capitalistes, leur raison de vivre, c'est de faire se reproduire et s'accumuler le capital, qu'ils le possèdent, ou qu'ils l'empruntent...



Reproduction et accumulation du capital



Pour cela, ils l'investissent [A] dans des opérations qui, au bout d'un certain temps, leur permettent de récupérer un capital [A'] en principe supérieur au capital investi [A].

La différence entre [A'] et [A] constitue le profit [P] de l'investissement. Cette nouvelle somme [A'] est investie à son tour dans un nouveau cycle de reproduction du capital.

Un investissement peut être **financier** (prêter de l'argent en échange d'intérêts), **productif** (investir dans la production de marchandises et tirer un profit de leur vente) ou **commercial** (acheter des marchandises pour tirer un bénéfice de leur vente). Les capitaux qui s'accumulent au fil des cycles sont d'autant plus importants que le taux de profit du cycle est élevé et que la durée du cycle est courte : le temps, c'est de l'argent !

La magie de l'accumulation du capital financier...

Au jeu de l'accumulation, les investissements financiers semblent relever de la magie !

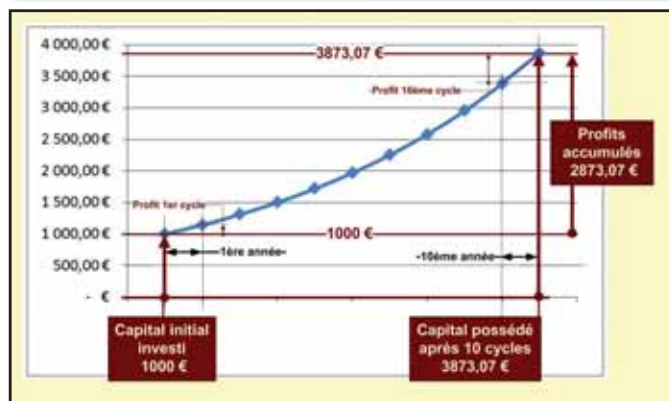
Comme, par exemple, ce qu'il se passe, côté «banque», avec les crédits à 14,5% par an, genre «révolving», carte de crédit de grand magasin, etc...

Ici, un capital initial [1] de 1000 € est placé sur 10 cycles annuels. L'intérêt (profit) rapporté chaque année est investi à son tour l'année suivante [2]. Le profit augmente chaque année et s'accumule : les 1000 € d'investissement initial sont devenus 3873,07 € au bout de 10 cycles annuels [4], pratiquement multipliés par 4...

Certes, tous les prêts ne se font pas à des taux aussi usuraire. Mais le mécanisme de base de l'accumulation dans les investissements financiers est bien celui-là. Sous de multiples formes, il porte sur des sommes colossales.

| Capital Initial investi | Année | Investissement A | Taux annuel Tp | Récup A' | Profit P=A'-A | Profit cumulé |
|------------------------------|-------|------------------|----------------|------------|---------------|---------------|
| 1 | 1 | 1 000,00 € | 14,50% | 1 145,00 € | 145,00 € | 145,00 € |
| 2 | 2 | 1 145,00 € | 14,50% | 1 311,03 € | 166,03 € | 311,03 € |
| 3 | 3 | 1 311,03 € | 14,50% | 1 501,12 € | 190,10 € | 501,12 € |
| 4 | 4 | 1 501,12 € | 14,50% | 1 718,79 € | 217,66 € | 718,79 € |
| 5 | 5 | 1 718,79 € | 14,50% | 1 968,01 € | 249,22 € | 968,01 € |
| 6 | 6 | 1 968,01 € | 14,50% | 2 253,37 € | 285,36 € | 1 253,37 € |
| 7 | 7 | 2 253,37 € | 14,50% | 2 580,11 € | 326,74 € | 1 580,11 € |
| 8 | 8 | 2 580,11 € | 14,50% | 2 954,23 € | 374,12 € | 1 954,23 € |
| 9 | 9 | 2 954,23 € | 14,50% | 3 382,59 € | 428,36 € | 2 382,59 € |
| 10 | 10 | 3 382,59 € | 14,50% | 3 873,07 € | 490,48 € | 2 873,07 € |
| Capital possédé après 10 ans | | 3 873,07 € | | | | 2 873,07 € |

Accumulation des profits



Trois questions nous viennent...

- d'où proviennent les 2873,07 euros qui s'accumulent dans les profits ?
- d'où proviennent les 1000 euros d'investissement initial ?
- et en conséquence, quelle légitimité ont les institutions financières à prétendre que l'argent qu'elles prêtent et les profits qu'elles en retirent sont leur propriété ?

Poser ces questions, c'est déjà y répondre un peu...

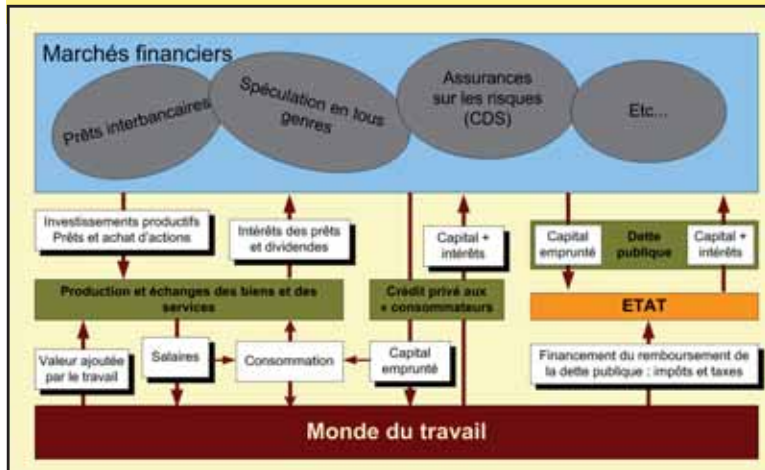
... et un constat :

pour pouvoir continuer à investir (ce qui est leur raison de vivre) les capitalistes sont condamnés à trouver toujours plus de terrains d'investissement.

La dette, au cœur de l'extorsion des richesses

Les différents types d'investissement (financier, productif, commercial) ne sont en réalité pas séparés. La dette est au cœur du système. Elle lui permet de fonctionner... et s'en nourrit !

Dette à tous les étages !



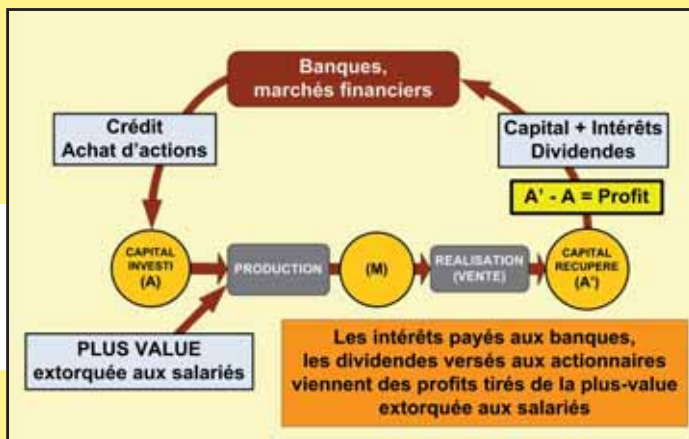
Avec la crise financière, chacun a pu entrevoir la complexité des échanges qui se produisent dans les cieux mystérieux des marchés financiers et les sommes vertigineuses qui s'y brassent.

Mais les échanges entre les divers protagonistes de ces sommets de la finance ne créent en eux-mêmes aucune valeur. La spéculation n'est capable que d'accumuler du capital fictif, de créer des bulles spéculatives qui, en se dégonflant, entraînent tout le système financier vers l'effondrement.

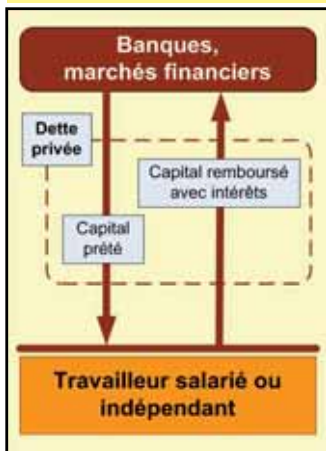
Les seuls investissements générateurs de valeur sont ceux qui se nourrissent de l'exploitation du monde du travail et de l'extorsion de ses revenus.

- **Exploitation salariale, par le biais des investissements productifs qui, sous forme de prêts aux entreprises ou d'achat d'actions, permettent de capter, par les intérêts et les dividendes, la plus-value extorquée aux salariés.**

Il n'y a pas, dans le système capitaliste, de « bon » capital, qui serait le capital industriel, placé dans les investissements productifs, et un « mauvais » capital financier. Les deux sont intimement liés et inséparables...



- **Extorsion d'une partie des revenus du travail par le biais de la dette privée...**

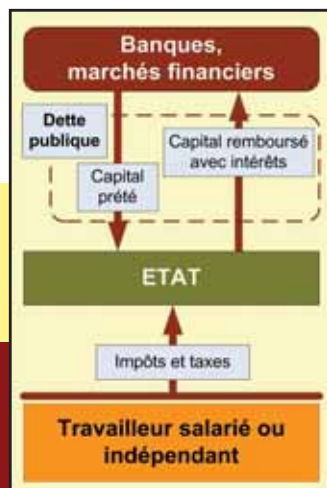


Bien des « consommateurs » n'ont pas d'autre choix, du fait de revenus trop faibles, que de s'endetter.

Cette dette privée répond au besoin qu'a le capital financier de trouver toujours plus de nouveaux emprunteurs. D'autre part, en compensant partiellement la perte globale de pouvoir d'achat générée par la crise et l'austérité, elle permet aux marchés de biens et de services de trouver des clients.

Les capitalistes peuvent ainsi réaliser les profits tirés de la plus-value et capter de surcroît une part des salaires versés sous forme d'intérêts. Cela explique l'incitation permanente à l'endettement, au crédit, à laquelle ils nous soumettent, le surendettement qui en est la conséquence.

...et de la dette publique, mécanisme dans lequel l'Etat joue le rôle d'intermédiaire, extorquant par l'impôt, aux classes laborieuses, les milliards nécessaires à rembourser une dette qui ne cesse de croître.



Par la fuite en avant de l'endettement public, les Etats répondent au besoin des banques de trouver toujours plus de terrains d'investissement et leur garantissent une rente, aux frais des contribuables.

Petit voyage au paradis de la spéculation

Le partage des richesses extorquées au monde du travail est l'enjeu des échanges qui se passent dans le monde des «marchés», divinités aveugles sujettes à des colères qu'on ne pourrait «calmer» qu'en les «rassurant»... à coup de milliers de milliards !



De l'extorsion des richesses à la spéculation

Pour les capitalistes, tout est marchandise que l'on peut échanger contre de l'argent... Prêter de l'argent revient pour eux à «acheter de la dette», tout comme prendre une part dans une entreprise est «acheter des actions».

La possession de ces titres leur donne accès aux intérêts et dividendes. Mais ils peuvent aussi les vendre pour récupérer l'argent qui leur permettra d'acheter des titres plus prometteurs à terme ou pour spéculer, essayer de gagner de l'argent dans le trafic de ces titres.

Les émissions initiales de titres se font sur un marché dit «primaire», les échanges ultérieurs, la spéculation, se déroulent sur des marchés dits «secondaires».

Le marché obligataire

Marché primaire : composé de quelques banques avec lesquelles se négocie le prêt initial. L'emprunteur émet des obligations, titres de dette que ces banques achètent. Les conditions de l'emprunt (durée, montant global et taux d'intérêts) sont alors fixées en fonction de la « confiance » que le marché fait à l'emprunteur. Le montant global divisé par leur nombre fixe la **valeur nominale** des obligations. Pour chaque obligation qu'il possède, le rentier touche tous les ans un intérêt calculé sur la valeur nominale et au taux fixé. Et c'est cette valeur nominale qu'il récupérera à la fin.

Marché secondaire : Les banques ne gardent pas leurs obligations dans leur coffre en attendant tranquillement que les intérêts tombent... Pour que le capital rapporte, il faut qu'il tourne, aussi mettent-elles toute une partie de ces titres (directement ou sous forme de «produits dérivés», incorporant plusieurs titres, assurances sur les risques, etc.) en vente sur un marché boursier, dit marché secondaire.

Ils y sont alors achetés et vendus à un prix, dit **valeur actuelle**, qui dépend de l'offre et de la demande sur ce marché. Ce trafic est l'affaire des traders, des Kerviel que les banques mobilisent dans leurs salles de marché et dont la fonction est de gagner le plus d'argent possible en achetant quand c'est bas pour revendre quand c'est haut.

Ces jeux de casino, qui se déroulent à la vitesse de la lumière, parfois automatiquement par le biais d'ordinateurs spécialement programmés, peuvent faire grimper la valeur actuelle d'un titre bien au-dessus de sa valeur nominale, constituant une bulle spéculative. A l'inverse, un doute sur la capacité de l'emprunteur à rembourser sa dette fait s'effondrer le cours du titre (valeur actuelle) bien en-dessous de la valeur nominale. Le titre devient « toxique »... pour la santé financière de celui qui le possède.

L'encart ci-contre précise cette distinction dans le cas du marché obligataire sur lequel se traitent les dettes publiques.

Une activité parasitaire et destructrice

La spéculation connaît une multitude de terrains de jeu...

| NOM DU MARCHÉ | « MARCHANDISE » ECHANGÉE |
|------------------------|---|
| OBLIGATAIRE | Spéculation sur la dette et les produits dérivés |
| MONETAIRE | Spéculation sur les échanges entre banques |
| DES CHANGES | Spéculation sur les taux de change des devises monétaires |
| DES ACTIONS | Spéculation sur les titres de propriété des entreprises |
| DES MATIERES PREMIERES | Spéculation sur pétrole, minerais, matières premières agricoles |
| DE L'OR, DE L'ARGENT | Spéculation sur les métaux précieux |

Les capitaux placés dans les activités spéculatives sont incapables de créer de nouvelles richesses. Si l'argent retiré de la vente d'un titre est bien réel, la valeur que prend le titre lui-même sur le marché secondaire est totalement déconnectée de la valeur réelle qu'il est sensé représenter et que les spéculateurs se partagent dans un jeu de casino par lequel les capitalistes s'arrachent mutuellement les richesses extorquées au monde du travail.

Plus les capitaux s'accumulent et plus les marchés financiers s'emballent. En 2010, le volume des transactions financières mondiales était de 67 fois le PIB mondial, alors qu'en 2008 il était de 40... Cette activité est non seulement totalement parasitaire, mais elle a des conséquences destructrices.

La spéculation sur les matières premières est à l'origine des famines de 2008 dans les pays pauvres, de la hausse des prix du pétrole... Par ailleurs, les bulles spéculatives ne tiennent que tant que la «confiance» des spéculateurs se maintient. Que cette confiance se perde, et c'est l'effondrement des titres, avec le risque qu'un effet domino se déclenche.

«Restaurer la confiance» devient alors le mot d'ordre des dirigeants politiques. Mais les milliers de milliards d'argent public qu'ils y engloutissent ne relancent que... la spéculation !

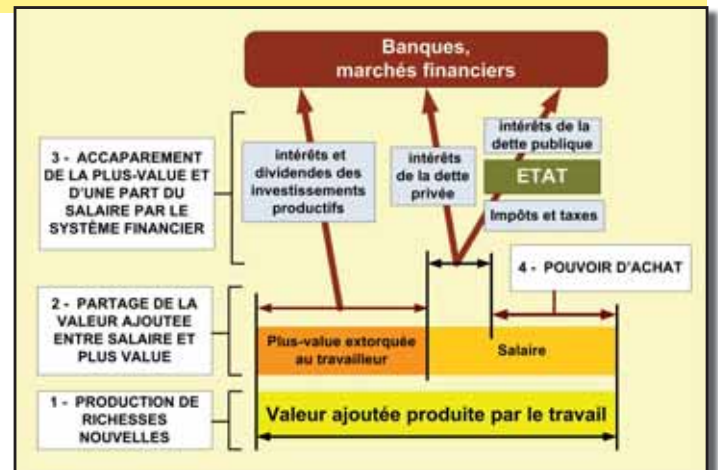
Course au profit et concurrence ⁶ les racines d'une crise globale

Les responsables politiques, les «économistes» patentés, les capitalistes voudraient nous convaincre que les racines de la crise actuelle se trouveraient dans les excès du capitalisme financier et qu'il suffirait, pour y remédier, d'ajouter de la «gouvernance», de la «régulation», de la «morale»... Mais les racines du mal sont ailleurs, dans le capitalisme lui-même.

Plus de richesses extorquées, c'est moins de pouvoir d'achat, ...

Le mécanisme global d'extorsion des richesses produites par le travail peut se résumer ainsi :

1. au premier niveau est représentée la valeur ajoutée globalement produite par le travail.
2. cette valeur ajoutée est partagée entre la plus-value qui s'accumule dans les banques et les marchés financiers, et la masse salariale répartie entre les travailleurs sous forme directe ou socialisée (retraites, sécu...). Ce partage dépend du rapport de force social.
3. Depuis 30 ans, sous la pression du chômage, de la mise en concurrence des travailleurs à l'échelle internationale, la part des salaires n'a cessé de reculer par rapport à celle des profits.
4. le salaire est à son tour ponctionné au profit du monde de la finance. Une part toujours plus importante des revenus du travail file dans les intérêts de la dette privée et dans le remboursement de la dette publique par le biais de la fiscalité.



4. la conséquence en est que le pouvoir d'achat global de la population, la part de salaire réellement disponible pour acheter les biens et services nécessaires à assurer la vie des travailleurs, la reproduction de la force de travail, ne cesse de se réduire...

... moins de demande solvable pour les marchés de biens et de services, ...



Or les industriels ne peuvent réaliser leur profit que s'ils trouvent des clients pour leur acheter leurs marchandises.

La course au profit qui pousse en permanence à la baisse de la part du pouvoir d'achat de la classe ouvrière limite la possibilité pour les capitalistes de réaliser les profits.

... c'est la crise !

Cette contradiction ne peut se dénouer qu'à travers des crises de surproduction dont l'histoire du capitalisme est pavée.

Au cours de ces crises, toute une partie des richesses accumulées est détruite alors que ceux qui les ont produites sont jetés au chômage. Ces purges permettent au capitalisme de reprendre une phase de croissance... sauf lorsque les contradictions accumulées conduisent, comme actuellement, à un véritable blocage.

Mondiale, financière, immobilière, monétaire, de la dette, économique (récession)... la crise actuelle est l'aboutissement de trente années de reculs des revenus de la classe ouvrière des pays riches, sous les coups d'une politique qui, en visant à augmenter les profits immédiats, a conduit la société à l'impasse.

De 30 années d'offensive contre le monde du travail...

Au cours des années 1970, l'effondrement des profits industriels a débouché sur une crise dans les grands pays industriels, USA, Japon, Europe de l'ouest (Grande Bretagne, Allemagne, France). Pour en sortir, la bourgeoisie de ces pays et leurs gouvernements passent à l'offensive. L'ouverture des frontières à la libre circulation des capitaux et des marchandises, le développement des techniques de communication ont alors permis aux capitalistes d'implanter des filiales dans les pays à bas-côût de main d'oeuvre, tandis que dans les pays industrialisés, une véritable guerre de classe s'engageait contre les travailleurs.



L'offensive a commencé aux Etats-Unis avec Reagan et en Angleterre avec Thatcher, bientôt suivis par Mitterand.

Les taux de profit repartent à la hausse, mais la part des capitaux investis dans la production stagne dans les pays industrialisés. L'écart croissant entre profits et investissements productifs vient des reculs imposés aux travailleurs locaux, de la surexploitation de ceux des pays pauvres, puis de la financiarisation de l'économie. De plus en plus de capitaux, considérant les investissements productifs comme insuffisamment rentables, vont s'investir dans l'industrie de la dette, la spéculation, les marchés financiers...

C'est le chômage de plus en plus massif qui, en pesant sur la classe ouvrière, a donné aux gouvernements et au patronat le rapport de force nécessaire à mener leur offensive à bien. «*Les profits d'aujourd'hui seront les emplois de demain*» nous disait-on... Chacun connaît la suite !

Le résultat a été une baisse importante de la part des salaires dans la valeur ajoutée... et le surendettement des «ménages».



La dette publique au secours des profits

En 1973, alors que les pays industrialisés s'enfonçaient dans la crise des années 1970, Pompidou et Giscard, tous deux liés aux banques privées, décident que l'Etat ne se financera plus gratuitement auprès de la Banque de France et devra emprunter aux banques. Cette décision politique est à l'origine de cette spirale de l'endettement où les emprunts d'une année servent à rembourser les emprunts passés...

La gauche au pouvoir n'a jamais remis en cause ce système. Elle a au contraire contribué à l'étendre à l'ensemble de la zone euro et est bien déterminée aujourd'hui, de retour au pouvoir, à nous faire payer la facture !

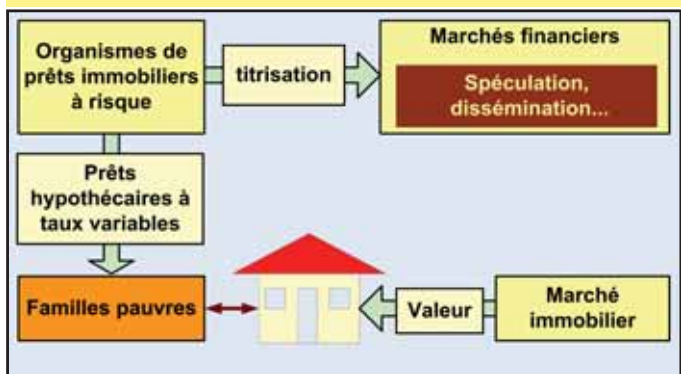


Vous avez dit « Etat de classe » ?

... à l'effondrement du château de cartes !

Pendant ces trente années, les profits s'accumulent mais les contradictions du système font de même, à une échelle globale. Le développement accéléré des pays émergents crée une masse de marchandises que les marchés des pays industrialisés sont de moins en moins en mesure d'absorber du fait des reculs de leur niveau de vie. L'incitation à la dette privée soutient la consommation... avant que son accumulation ne devienne insupportable, déclenchant un processus en cascade dont la crise de la dette publique en Europe n'est qu'un épisode.

2007, crise des «subprimes» aux USA : par où tout a commencé...



La crise des «subprimes» est le résultat d'une campagne d'incitation à l'endettement en direction de catégories très pauvres de la population américaine afin qu'elles puissent acheter une maison. Les taux, faibles au départ, étaient variables en fonction du contexte économique ; le risque couvert par des hypothèques : si l'acheteur ne peut pas rembourser, la maison revient au prêteur...

Pour se procurer l'argent nécessaire aux prêts, les organismes de prêts immobiliers ont émis des titres de dette qu'ils ont vendus à des banques qui les ont placés sur les marchés secondaires... Ces titres se sont ainsi disséminés dans l'ensemble du système bancaire mondial, d'autant

plus facilement qu'à ses débuts, cette affaire de pillage des plus pauvres était particulièrement juteuse.

Mais avec la dégradation de la situation économique, des centaines de milliers de familles pauvres, incapables de rembourser leur dette, se sont retrouvées à la rue. Les organismes immobiliers ont fermé boutique, jetant des milliers de salariés au chômage. Du fait de la saturation du marché immobilier, les maisons récupérées par les prêteurs ont perdu toute valeur. Les titres de «subprimes» s'effondrent, deviennent toxiques !

De la crise de la dette privée à la crise de la dette publique

La crise des «subprimes» ne concernait qu'un secteur très réduit de l'économie mondiale. Mais du fait des contradictions accumulées au fil des ans dans l'ensemble du système capitaliste, cette crise de la dette privée a suffi à déclencher le processus qui conduit à la crise de la dette publique d'aujourd'hui.

En août 2007, l'effondrement des subprimes entraîne un effondrement des Bourses du monde entier et une crise du crédit, blocage des échanges inter-bancaires (marché monétaire).

Une première injection massive des banques centrales et des Etats tente de relancer la machine. Mais le choix des spéculateurs se détourne un temps des marchés financiers pour se porter sur ceux des matières premières, en particulier agricoles. L'augmentation qui en résulte débouche, début 2008, sur la famine et des émeutes de la faim dans une trentaine de pays pauvres...

En septembre 2008, une crise bancaire se déclenche, avec la faillite de la banque Lehman Brothers. Des milliers de milliards sont engloutis par les Etats pour sauver les banques minées par les titres de dette toxiques et soutenir la grande industrie touchée par une vague de récession.

En 2009, l'économie semble reprendre, les profits repartent à la hausse. Mais, début 2010, la Grèce se trouve au premier rang d'une attaque spéculative contre les titres de sa dette publique. C'est le début de la crise européenne de la dette publique.

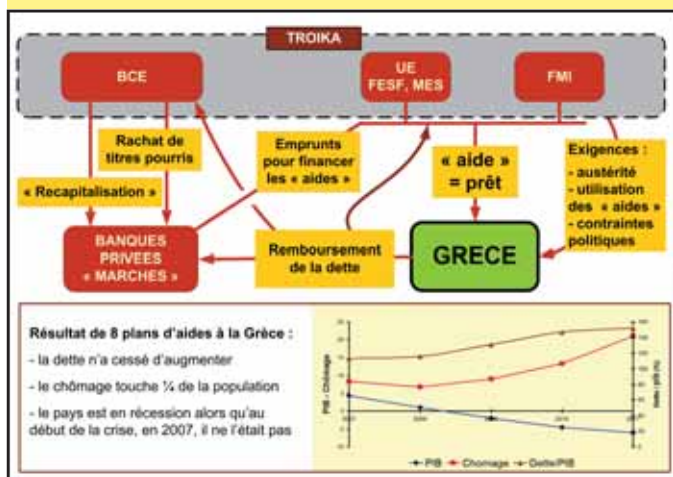
Les sommes colossales injectées par les Etats pour soutenir les banques responsables de la crise ont aggravé les dettes publiques, conduisant certains Etats au bord de la faillite.



« Plans européens » : arnaque, fuite en avant et crise politique

La crise de la dette publique européenne n'est ainsi qu'un épisode de la crise globale commencée en 2007. Elle est le résultat de 30 ans de guerre de classe menée contre les travailleurs. C'est pourtant la même politique qui est poursuivie à travers les multiples plans qui depuis mai 2010 se succèdent pour, prétendument, sauver l'Europe et sa monnaie l'euro...

Les plans d'aide aux pays surendettés : une arnaque...



La figure illustre les mécanismes qui régissent ces « plans de sauvetage ». On peut remplacer Grèce par Portugal, Espagne, Italie...

La BCE consacre des milliers de milliards à «recapitaliser» les fonds des banques minés par la chute des titres et à racheter tous ceux dont elles veulent se débarrasser. De quoi relancer la machine à spéculer...

L'Union européenne et le FMI interviennent directement auprès des États. Mais leur « aide » consiste en des prêts directs qu'il faudra rembourser ; l'argent de ces prêts, lui, est emprunté sur les «marchés» à ces mêmes banques qu'il s'agit de «rassurer».

Quand aux conditions de l'aide, c'est la casse des services publics, l'austérité, la régression sociale, la soumission du

pouvoir politique aux règles de l'Europe des banquiers, incarné jusqu'en mai dernier par Merkozy, et depuis par Merkolland. Sans oublier l'exigence qu'une priorité soit donnée, dans l'utilisation des sommes prêtées, au remboursement de la dette...

... pérennisée dans le TSCG et le MES de Merkozy et Merkolland

L'« aide » aux pays endettés n'est qu'une pompe à finance de secours... pour les spéculateurs.

Le résultat, c'est l'aggravation de l'endettement, la récession et le chômage.

C'est pourtant cette politique que Hollande et Merkel prétendent inscrire dans la législation européenne avec le Traité de stabilité, de coordination et de gouvernance et le Mécanisme européen de stabilité.

Stabilité ? C'est, avec la «règle d'or», une condamnation à perpète à l'austérité pour les peuples et les travailleurs, afin de préserver la machine à fabriquer du profit et à spéculer.

Coordination et gouvernance ? Le pouvoir européen se renforce et se concentre entre les mains des représentants directs de la grande bourgeoisie financière européenne. L'Europe des banquiers espère ainsi se doter d'un embryon d'Etat central capable de faire de l'euro une arme monétaire dans la concurrence qui l'oppose à la bourgeoisie des autres grandes puissances, de sortir l'euro de son handicap de «monnaie sans Etat»...

Mais cette politique se heurte à l'exaspération des travailleurs et des populations qui, comme en Grèce, en Espagne, en France et ailleurs, se mobilisent contre l'austérité et les licenciements. Plus qu'une simple contestation, c'est à une véritable crise politique qu'est confrontée la bourgeoisie européenne, et au-delà internationale, la prise de conscience par des millions de jeunes, de travailleurs, que le capitalisme n'est pas réformable, qu'il y a urgence à mettre un terme à un système qui non seulement se nourrit de notre exploitation, mais, par son avidité, conduit l'humanité à la catastrophe.



Faire face à l'urgence sociale, financière et démocratique

C'est de cette crise politique profonde, de ces mobilisations que peut naître le changement de rapport de forces qui permettra aux travailleurs, aux populations organisées de faire aboutir leurs propres exigences. Nous ne pouvons compter que sur nous-mêmes, nos luttes, notre capacité à nous organiser autour d'un programme pour nos luttes sociales et politiques. Ce programme ne tombe pas du ciel, il est défini par les urgences sociales, financières et démocratiques auxquelles nous confronte la politique des Etats et des financiers qui sont leurs donneurs d'ordre.



Faire face à l'urgence sociale, c'est d'abord refuser les plans d'austérité, exiger des salaires suffisants, permettant de vivre décemment, indexés sur le coût de la vie, mettre fin au chômage par l'interdiction des licenciements, la répartition du travail entre tous, mettre fin à la casse des services publics...

Se mobiliser contre les plans d'austérité, s'organiser pour refuser de payer la crise, est aussi la seule façon, pour le monde du travail, d'imposer ses propres réponses à la question de la dette publique.

La première des urgences est d'exiger, au minimum, un moratoire sur la dette. Mais il faut aller plus loin : sortir de la spirale de la dette exige son annulation pure et simple. Cela implique que l'on mette fin à la spéculation financière et que l'on retire le contrôle du système financier des mains de l'oligarchie financière en l'expropriant sans indemnités ni rachat. Et que l'on constitue à partir des banques ainsi socialisées un monopole bancaire public placé sous le contrôle de ses propres travailleurs et de la population. Cela permettra de financer les activités économiques utiles à la population. Ce sera aussi la seule solution pour éviter que les économies placées dans les banques par les travailleurs qui en ont ne fondent dans l'effondrement financier qui menace.



Cette lutte pour mettre un terme aux reculs sociaux et aux exactions de la finance est indissociable de la lutte pour la conquête de la démocratie.

La mise en œuvre de ces mesures exige la conquête du pouvoir politique par le monde du travail, la mise en place de ses propres institutions

politiques, de son propre gouvernement, construit à travers ses luttes.

Un tel plan d'urgence répond aux besoins des populations de toute l'Europe, soumises aux mêmes plans d'austérité, à la dictature de la même oligarchie financière. Il représente le seul chemin possible vers un véritable gouvernement européen, celui d'une Europe des travailleurs et des peuples.

